

## « Les Malgaches restent des spectateurs des succès étrangers »

**L'Express - Victor Harison, Directeur général de l'Institut national des sciences comptables et de l'administration des entreprises (Inscae) – 11/06/10**

**Deux intervenants au forum sur l'économie et le développement organisé par le Centre culturel Albert Camus livrent leurs points de vue sur les raisons du retard de Madagascar en matière de développement et d'entrepreneuriat.**

### • Comment sommes-nous arrivés à notre situation actuelle après 50 années d'indépendance ?

Durant la 1<sup>ère</sup> République, la machine économique était entre les mains des Français. Avec l'indépendance, nous avons essayé de prendre le relais sans connaître exactement la direction à prendre. De plus, nous n'avons pas de techniciens pour nous diriger. Dans le cadre de l'ajustement structurel, les dirigeants se sont surtout précipités pour obtenir des financements auprès des bailleurs de fonds, acceptant aveuglément les conditions qu'ils imposaient mais sans avoir de vision. Des accords ont été ratifiés sans être étudiés profondément et sans concertation avec le secteur privé. Par conséquent, ce sont surtout les investisseurs étrangers qui en ont profité. Les Malgaches sont restés et restent de simples spectateurs.

### • Qu'entendez-vous par spectateurs ?

Nous n'avons pas de stratégies claires pour les différents secteurs. Nous faisons appel aux investisseurs étrangers et nous les laissons faire ce qu'ils veulent les bras croisés. À Maurice, ils ont fait appel aux IDE pour observer et apprendre ce qu'ils font. Ils ont par la suite racheté des actions au sein de ces entreprises et les étrangers sont même devenus minoritaires.

### • Mais les régimes successifs ont sans doute compris cette problématique, et peut-être est-il facile de critiquer de l'extérieur ?

Le problème de l'État réside dans la contrainte de l'équilibre budgétaire. Il est là pour suivre les recommandations des bailleurs. Être un bon élève des bailleurs de fonds a été la qualité qui a toujours été inculquée à nos dirigeants. En Asie du Sud-est, l'État a tenu tête aux bailleurs et a toujours collaboré avec le secteur privé. Toutes les décisions sont prises ensemble. L'île Maurice a aussi tenu tête aux bailleurs de fonds, nous voyons où elle en est aujourd'hui.

### • Les opérateurs ne sont-ils pas également à blâmer pour leur manque de dynamisme ?

Si on veut réussir son développement, il faut accroître la production, se lancer dans une économie d'échelle. Je suis convaincu que si la production augmente, les taxes et le coût de production baisseront automatiquement. Et puis, les pays développés ont toujours à manger car ils produisent beaucoup. À Madagascar, les exportateurs ne s'intéressent pas à ce qui se passe en amont. Ils se contentent de critiquer la qualité des produits mais qu'ont-ils fait pour aider à l'amélioration de ces produits ?

### • Quelle leçon faut-il retenir de ces acquis ?

Il faut être professionnel. Nous avons tous les avantages pour conquérir le marché de l'océan Indien, être son grenier. Beaucoup de nos industries sont destinées au marché local. Avec la mondialisation, elles sont asphyxiées étant donné que les coûts unitaires de fabrication ne sont pas compétitifs. Sans oublier les coûts de facteur comme l'énergie ou les intrants qui sont importés.

### • Est-il envisageable de dissocier les intérêts politiques et économiques ?

L'Italie est un des pays fréquemment touchés par des crises politiques, mais son économie avance toujours. Je pense qu'il est temps d'imposer dans la Constitution la neutralité des dirigeants. Ces derniers ne doivent pas appartenir au cercle économique mais posséder une vision de

développement. Ce critère doit figurer dans le contrat de candidature. L'État doit jouer le rôle de facilitateur et d'arbitre.

- **Les ressources naturelles suffisent-elles pour acquérir l'indépendance économique ?**

Certes, nous avons des ressources naturelles dont minières, mais qu'avons-nous fait avec Ilakaka ? Ce sont les Thaïlandais qui se sont enrichis et les Malgaches n'ont eu que des miettes. Nous sommes simplement satisfaits d'obtenir des labels, mais ne bénéficions pas des retombées. Nous sommes bien fiers avec nos grands projets miniers à 4,5 milliards de dollars, mais combien cela rapporte-t-il au pays ? Juste 2 %. Je le dis haut et fort : si nous ne savons pas gérer nos ressources minières aujourd'hui, laissons cette tâche aux futures générations qui seront peut être plus intelligentes. Car les ressources minières ne sont pas renouvelables.

Propos recueillis par Mahefa Rakotomalala et Lantoniaina Razafindramiadana

Source : <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=37054>